

AVIS DE CONCESSION

Directive : 2014/23/UE

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR / ENTITÉ ADJUDICATRICE

I.1) Nom et adresses : Commune de Mèze, point(s) de contact : Service de la commande publique, Place Aristide Briand BP 28, F - 34140 Mèze, Tél : +33 0467183057, courriel : commande.publique@ville-meze.fr, Fax : +33 0467435166

Code NUTS : FR813

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.ville-meze.fr>

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

I.3) Communication :

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : http://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2016_7kxFwo0bGM

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s).

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées : par voie électronique via : , Commune de Mèze, contact : Service de la Commande Publique, Place Aristide Briand BP 28, F - 34140 Mèze, courriel : commande.publique@ville-meze.fr, adresse internet : <http://www.ville-meze.fr>, code NUTS : FR813

I.4) Type de pouvoir adjudicateur : Autre : Commune de Mèze

I.5) Activité principale : Services généraux des administrations publiques.

SECTION II : OBJET

II.1) Etendue du marché

II.1.1) Intitulé : Concession de service public relative à la réalisation et l'exploitation d'une aire de stationnement de camping-cars sur le site du Sesquier de la ville de Mèze.

Numéro de référence : 16-DSP-67

II.1.2) Code CPV principal : 63712400

II.1.3) Type de marché : Services.

II.1.4) Description succincte : Concession de service public portant sur la réalisation et l'exploitation d'une aire de stationnement de camping-cars, sur le site des Sesquiers de la ville de Mèze. La ville met à disposition du délégataire un terrain aménagé sur une partie de la parcelle cadastrée section BZ n°145. L'aire de stationnement disposera de 44 places maximum. Le délégataire prendra en charge toutes les dépenses d'investissements matériel et d'exploitation ; il mettra en place un système d'alerte et d'information des usagers ; il prendra en charge la commercialisation des emplacements, l'animation de l'aire, la gestion des emplacements, la perception auprès des usagers des tarifs, la gestion administrative.

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 800000 euros

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non.

II.2) Description

II.2.1) Intitulé

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) :

63712400

II.2.3) Lieu d'exécution :

Code NUTS : FR813

Lieu principal d'exécution : Site des Sesquiers

II.2.4) Description des prestations : Dans le cadre de la convention de concession de service public, les candidats devront proposer une redevance à verser à la ville basée sur le chiffre d'affaires estimé, ainsi que des tarifs et des horaires d'ouvertures. Le délégataire devra notamment investir et assurer la maintenance des prestations suivantes : un contrôle d'accès ; un automate de paiement CB ; des bornes électriques.

II.2.5) Critères d'attribution :

La concession est attribuée sur la base des critères décrits ci-dessous :

La redevance et compte d'exploitation prévisionnel sur 40 points

la durée du contrat sur 15 points
La qualité des équipements proposés sur 15 points
La qualité et le dynamisme du service proposé en exploitation sur 10 points
La politique tarifaire sur 10 points
La durée des travaux sur 10 points

II.2.6) Valeur estimée :

Valeur hors TVA : 800000 euros

II.2.7) Durée de la concession :

Durée en mois : 96

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne :

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non.

II.2.14) Informations complémentaires

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

Liste et description succincte des conditions : Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39, 40 et 42 de l'Ordonnance du 29 janvier 2016 ; que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en l'application de l'article 45 de l'Ordonnance du 29 janvier 2016 et dans les conditions fixées aux articles 20 et 21, sont exacts.

Le candidat produira l'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39, 40 et 42 de l'ordonnance du 29 janvier 2016. Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues au 2° de l'article 39 de l'Ordonnance du 29 janvier 2016, le candidat produira un certificat délivré par les administrations et organismes compétents.

III.1.2) Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ; déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : Les candidats pourront joindre à leur dossier de candidature le document DC2 réservé aux marchés publics, dans l'attente du document dédié aux concessions, pour justifier de leur chiffre d'affaires.

III.1.3) Capacité technique et professionnelle :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; liste des prestations exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : Les candidats devront joindre à leur dossier de candidature la liste de leurs références (quantifiées et datées) relatives à des prestations similaires ainsi que tous documents relatifs aux garanties professionnelles et financières de leur entreprise et relatifs à leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

III.1.5) Informations sur les concessions réservés

III.2) Conditions liées à la concession

III.2.1) Information relative à la profession

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession :

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats. Après attribution, l'autorité concédante pourra, le cas échéant, contraindre le délégataire à adopter la forme de groupement solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; en qualité de membres de plusieurs groupements.

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution de la concession

III.2.4) Marché éligible au MPS

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : non.

SECTION IV : PROCEDURE

IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) :

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : non.

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres : 06/03/2017 à 16 h 00

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

Français.

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

VI.1) Renouvellement :

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

VI.2) Informations sur les échanges électroniques

VI.3) Informations complémentaires :

L'autorité concédante se laisse la possibilité d'engager des négociations avec les soumissionnaires.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, F - 34063 Montpellier, Tél : +33 0467548100, courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr, Fax : +33 0467547410, adresse internet : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

VI.4.3) Introduction de recours

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Greffe du Tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, F - 34063 Montpellier, Tél : +33 0467548100, courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr, Fax : +33 0467547410, adresse internet : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

VI.5) Date d'envoi du présent avis : 02 février 2017